

## Djerad : «Adapter la formation professionnelle aux besoins du marché du travail»

● La formation professionnelle fait sa rentrée/Protocole sanitaire et mesures d'accompagnement renforcées

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5253 - Lundi 21 décembre 2020 - Prix : 10 DA

Algérie-Turquie

## Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue turc Erdogan

Page 2

Financement des chantiers et prise en charge des zones isolées

## Les walis appelés à être «ingénieux» pour couvrir les premiers besoins

Page 16

### Face à l'épidémie le front interne est solide

Par Mohamed Habili

**T**out autre gouvernement que le gouvernement algérien se serait empressé de lever tout au moins les restrictions les plus sévères mises en place aux fins de ralentir la progression de l'épidémie eu égard aux chiffres actuels de cette dernière dans le pays. Avec près de 400 nouvelles contaminations et toujours une dizaine de décès par jour, ce qui est en effet le cas pour l'heure, les pays occidentaux, eux en particulier, n'auraient pas hésité à claironner la victoire sur le Covid-19, autorisant du même coup leurs populations à s'en donner à cœur joie à l'occasion des fêtes de fin d'année. Ce n'est pas du tout ainsi que l'entendent les autorités algériennes, qui au contraire n'arrêtent pas de mettre en garde contre tout relâchement sous prétexte justement que les chiffres sont bons. C'est ainsi qu'elles refusent toujours de permettre la reprise du transport public entre wilayas, au grand dam des professionnels du secteur, à l'arrêt depuis maintenant plusieurs mois. On ne peut que se féliciter de cette prudence de sioux dont elles ont fait preuve depuis le début, et qui prouve qu'elles mettent la vie et la santé de leurs administrés au-dessus de toute autre considération.

Suite en page 3

### Fêter le nouvel an malgré le Covid-19

# Offres de voyages foisonnantes, le Sud en tête



PH/D. R.

La pandémie de coronavirus ne semble pas dissuader les Algériens, amoureux de voyages et amateurs de fêtes de fin d'année. En l'absence de vols à l'étranger, cette année les voyageurs misent sur le tourisme «intérieur». [Page 2](#)

Environnement

## 1<sup>re</sup> édition aujourd'hui du Salon virtuel sur la gestion des déchets

Page 4

Ligue des champions (Tour préliminaire - retour) MCA-Buffles du Borgou 5-1

## Le «Doyen» passe sans peine

Page 15

Fêter le nouvel an malgré le Covid-19

# Offres de voyages foisonnantes, le Sud en tête

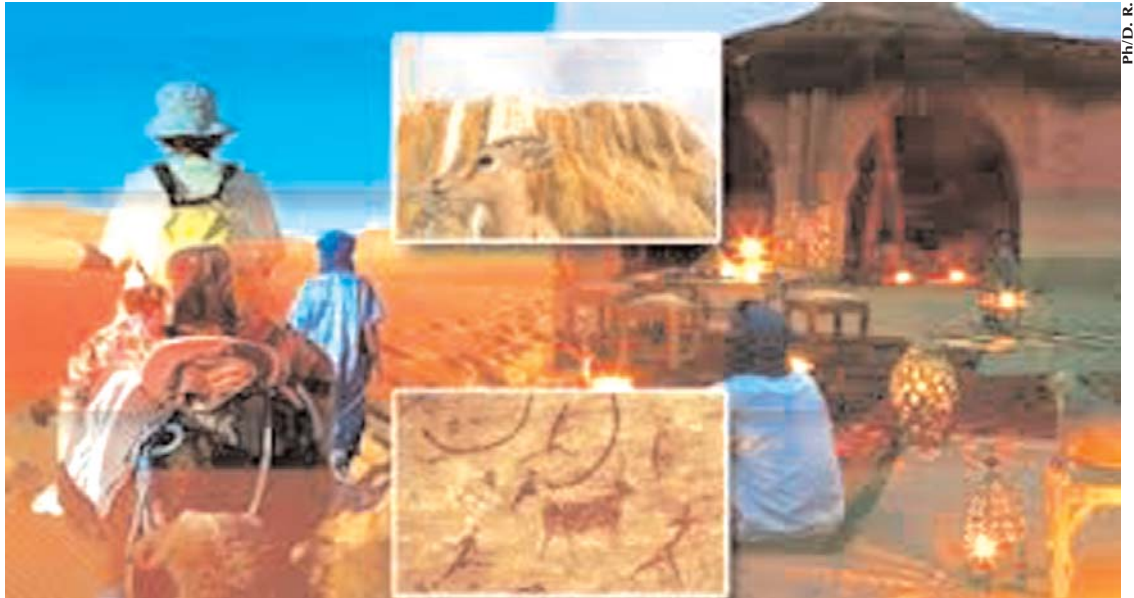
La pandémie de coronavirus ne semble pas dissuader les Algériens, amoureux de voyages et amateurs de fêtes de fin d'année. En l'absence de vols à l'étranger, cette année les voyagistes misent sur le tourisme «intérieur».

Par Aomar Fekrache

Une occasion en or de faire connaître les sites touristiques du pays et, pourquoi pas, créer de nouveaux réflexes et habitudes chez les citoyens. Mesures de sécurité obligent, l'essentiel des échanges entre agences de voyages et clients se passent sur Internet. Grâce aux réseaux sociaux, l'activité a bien repris ces derniers jours, au grand bonheur des agences de tourisme frappées de plein fouet par la crise sanitaire. Un foisonnement d'offres est ainsi constaté sur Internet, en premier lieu pour le sud du pays. Avec pour particularité, des annonces mieux faites, visant à accrocher d'éventuels voyageurs. On y accédant, via un simple clic, l'on découvre pleins de détails concernant les tarifs, l'hébergement et le programme du séjour.

## Après le confinement... l'évasion

Après un long confinement pesant et déprimant, l'heure est à l'évasion. Du côté des voya-



Ph/D. R.

## Algérie-Turquie Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue turc Erdogan

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier un appel téléphonique de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a pris des nouvelles sur son état de santé, et lui a souhaité un «bon retour dans son pays», indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu aujourd'hui un appel téléphonique de son frère le président de la République turque, Recep Tayyip Erdogan, qui a pris des nouvelles sur son état de santé et lui a souhaité un bon retour dans son pays», précise le communiqué. A cette occasion, le président turc a assuré avoir «suivi avec intérêt l'allocution adressée par le président de la République au peuple algérien» et s'est «félicité du rétablissement de Monsieur le Président», soulignant «la disponibilité de son pays à accompagner l'Algérie dans le projet de Monsieur le Président pour l'édification de la nouvelle Algérie», conclut la même source. R. N.

gistes, les services proposés couvrent tous les besoins, en solo, entre amis, en famille, avec ou sans enfants, etc. Les professionnels du tourisme, flairant les tendances et volontiers à l'écoute des envies de leur clientèle, ont mis en valeur les destinations les plus prisées en cette période de l'année. Biskra, Ghardaïa, Taghit, Beni Abbes, Timimoun, sont, entre autres, les destinations phares proposées. Durant les années précédentes, ces sites touristiques, à la beauté féérique, sont pris d'assaut par des touristes algériens et étrangers. Les quelques structures disponibles affichaient complet plusieurs jours avant le jour J. Cette année, «la demande est assez importante, même en l'absence d'étrangers, mais il faudrait s'attendre à un grand nombre de réservations de dernière minute», nous dira Nacera Moumène, gérante de l'agence Voyage du Cœur. Les centaines de milliers d'Algériens, plus ou moins aisés, qui avaient l'habitude de se rendre en Tunisie, en Turquie et autres pays européens, vont certainement se rabattre sur le Sud algérien, pense-t-on. En vraie professionnelle du tourisme, M<sup>me</sup> Moumène assure que «l'Algérie recèle des potentialités lui permettant de concurrencer les pays voisins». «C'est vrai que les tarifs sont parfois élevés, mais nos prestations et les sites que nous proposons permettent à nos clients de faire de véritables découvertes, dans de très bonnes conditions», explique-t-elle, ajoutant que «l'on ne peut comparer la destination Sud algérien, l'une des meilleures au monde, avec le tourisme balnéaire tunisien». Le deal pour cette année est de gagner la confiance des tou-

ristes locaux. Pour la gérante de l'agence Voyage du Cœur, «c'est l'occasion pour les Algériens de connaître leur pays et de s'apercevoir qu'une offre de qualité existe et elle est de loin meilleure que celles de bien d'autres pays».

## L'appel du désert...

Mais que proposent les agences de voyages et à quel prix ? Pour faire son choix et avoir une idée claire, il suffit de comparer les différentes offres postées sur les sites d'annonces ou sur les réseaux sociaux. Sur Ouedkniss, à titre d'exemple, la page d'accueil de la rubrique «voyages» est agrémentée de photos du désert et d'hommes bleus, accompagnées en caractère saillant du nom de la destination et les tarifs. «Timimoun pour fin d'année» est proposée à 47 500 DA, hébergement dans un hôtel 4 étoiles et plein d'autres détails sur le transport, la restauration et les visites programmées le long du séjour prévu du 29 décembre au 3 janvier. L'offre, proposant de «vivre la magie du Sahara algérien et de s'évader dans l'oasis rouge de Timimoun», ne manquait pas de noter que «le respect des mesures sanitaires barrières est de rigueur durant tout le séjour (distanciation et gel désinfectant) et port du masque obligatoire dans le bus». Sur Facebook, la même destination est proposée à 43 000 DA sous l'intitulé «Un voyage de mille et une nuits» du 29 décembre au 2 janvier. Un safari et beaucoup d'autres prestations sont proposés. Par contre, se rendre à Taghit est décliné relativement à un moindre coût, soit 19 900 DA. Le tarif inclut une pension com-

plète, le transport et un séjour de trois nuits et 4 jours dans un hôtel neuf. Comme il est précisé qu'il est possible pour les clients de réserver par mail et d'effectuer le paiement par CCP. L'on propose également le réveillon à Biskra à 17 990 DA, transport par bus et hébergement 3 nuitées et 4 jours en pension complète, balades, visites et hammam sont au menu. Au-delà des offres, le réveillon 2020 devrait constituer le grand virage pour le tourisme intérieur en Algérie.

## Offres à adapter à la crise sanitaire

Cependant, limiter le tourisme au seul Sud est une aberration. Le nord du pays regorge, à son tour, d'endroits touristiques à valoriser en saison hivernale et d'offres diverses, ne se limitant pas au tourisme balnéaire. Certaines agences de voyages ont bien investi ce créneau et proposent des offres curieusement intéressantes voire innovantes, en prévision des fêtes du nouvel an. Faut-il citer, cette agence d'Alger qui propose un Réveillon à 16 500 DA sur les montagnes du Djurdjura. Le séjour de 2 nuitées et trois jours en pension complète se déroulera dans «une maison d'hôte moderne et bien équipée». Des redonnées équestre, pédestre, des visites et autres activités

sont prévues. Cette annonce, a-t-on constaté, a été beaucoup commentée sur Facebook et de nombreuses questions posées quant au site, voire même sur les mesures anti Covid-19. Au tourisme de montagne, qui suscite l'intérêt des amateurs de balades et de découverte, des wilayas balnéaires de renommée ne veulent pas rater, elles aussi, les fêtes du nouvel an. Un voyage organisé à Ain Témouchent, avec visite à Tlemcen, Lala Setti et Al Mansourah, ainsi qu'à Oran, Park Mall et Santa Cruz, sont au programme, avec méchoui et soirée la nuit du réveillon. L'hébergement est dans un hôtel 4 étoiles pour quatre jours et trois nuitées, le tout à 30 000 DA. Si certaines agences n'ont pas eu le réflexe, dans leurs annonces, de s'attarder sur les mesures d'hygiène à appliquer et d'éventuels protocoles adaptés aux activités proposées, d'autres se sont montrées bien fermes sur l'aspect sanitaire. L'agence Voyage du Cœur, qui met à profit la reprise des vols intérieurs, propose aussi un Réveillon à Tamarrasset par avion, et n'omet pas d'exiger «une déclaration sur l'honneur d'absence de symptômes de Covid-19 avant le départ». Ce qui devrait rassurer les touristes et décider les hésitants, en ces temps de crise sanitaire. A. F.

## Bilan des dernières 24 heures Virus : 7 décès et 422 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, cinq cas de moins qu'hier (12), portant à 2 666 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une légère hausse, avec 422 cas, soit 12 cas de plus par rapport au bilan d'hier (410), pour atteindre, au total, 95 203 cas confirmés. R. N.

Pour accompagner le développement des entreprises

## Djerad : «Adapter la formation professionnelle aux besoins du marché du travail»

■ En vue de solutionner la problématique du chômage, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, met en avant l'importance d'adapter le système de la formation et de l'enseignement professionnels aux exigences du marché de l'emploi.

Par Louisa Ait Ramdane

Le marché du travail est caractérisé par une inadéquation des qualifications par rapport aux besoins des entreprises. La formation professionnelle est considérée comme un vecteur important de développement économique et social pour le pays. Pour vraiment jouer ce rôle, elle doit toutefois répondre aux besoins de compétences du marché du travail et contribuer à l'amélioration de la situation économique.

En visite à Médéa pour le donner le coup d'envoi de la rentrée de la formation professionnelle, le Premier ministre a relevé la nécessaire modernisation du système de la formation et de l'enseignement professionnels et son adaptation au marché du travail. «Les jeunes doivent pouvoir accéder à des spécialités leur permettant d'accéder rapidement au marché de l'emploi», a-t-il insisté, assurant que cette démarche était susceptible de créer un équilibre entre la formation et le marché de l'emploi. «La formation professionnelle est la colonne vertébrale de l'activité industrielle», a indiqué Djerad, soulignant que ce secteur «est le moteur essentiel de la création et le développement de la PME-PMI».

Le Premier ministre n'a pas manqué l'occasion pour exhorter les responsables des établissements de formation et les stagiaires à l'importance de redoubler de vigilance et de respecter le protocole sanitaire mis en place à cet effet.



### Autoroute Nord-Sud: le tronçon Chiffa-Berrouaghia inauguré

Lors de sa visite à Médéa, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a inauguré le tronçon Chiffa-Berrouaghia de l'autoroute Nord-Sud.

L'occasion pour le Premier ministre de souligner «la poursuite des travaux de l'autoroute Nord-Sud jusqu'à la limite des frontières avec les pays du Sahel». Il a estimé que «ce projet est un grand acquis et d'une importance stratégique pour le pays».

Par ailleurs, Djerad n'a pas manqué d'insister sur «l'importance de l'entretien régulier de

l'infrastructure routière ainsi que la sécurisation des tunnels».

Il est à noter que, réalisée par un groupement d'entreprises nationales et étrangères, l'autoroute Chiffa (Blida) - Berrouaghia (Médéa), d'une distance de 53 km, permet une jonction rapide entre le nord du pays et la capitale du sud. Cette voie d'accès rapide est composée de 57 ouvrages d'art, 10 pénétrantes et deux tunnels de 4,8 km.

### Djerad appelle à optimiser le potentiel agricole

En vue d'ouvrir de nouvelles perspectives aux agriculteurs, Abdelaziz Djerad a insisté sur

l'importance de soutenir le secteur agroalimentaire. «Il faut impérativement ériger une industrie agroalimentaire et ouvrir ainsi de nouvelles perspectives aux agriculteurs», a déclaré Djerad lors d'une visite effectuée au niveau d'exploitations agricoles à Ain-El-Melh. «Nous devons sortir de la logique rentière et optimiser notre potentiel agricole», a-t-il souligné. Ces exploitations agricoles ont été réalisées dans le cadre d'un investissement entre un privé et les gestionnaires d'exploitation agricole collective (EAC), destiné à la valorisation des biens de l'Etat et l'encouragement de l'investissement dans le secteur agricole.

L. A. R.

## LA QUESTION DU JOUR

### Face à l'épidémie le front interne est solide

Suite de la page une

Bien des pays avaient cru lors de la première vague avoir pris le contrôle de l'épidémie qui ensuite ont dû déchanter. L'Algérie elle-même avait été prise des mesures de déconfinement avant de se raviser, au vu du regain de la contamination dont elle fut payée en retour. Il semble que le gouvernement ait retenu la leçon, qu'il n'entre nullement dans ses intentions d'atténuer des mesures prises dans une phase d'aggravation, au motif que la tendance s'est inversée depuis plusieurs jours. Edifié par la première expérience de déconfinement progressif, sur lequel il a dû revenir, il donne le sentiment de vouloir rester sur la même ligne de rigueur le plus longtemps possible, aussi longtemps en tout cas qu'il dispose du soutien de la société, sans quoi en effet toute politique de cet ordre est vouée à l'échec. Face à l'épidémie, il est un fait que les Algériens se montrent soudés. Sur ce plan du moins, le front interne est solide. Il régit dans le pays une paix à la fois civile et sociale, dans un contraste plutôt marqué avec le climat politique d'avant l'épidémie. Politiquement parlant, les conditions sont donc optimales pour que les pouvoirs publics se concentrent entièrement sur la lutte contre l'épidémie, se donnant pour objectif non plus seulement de la contenir mais de l'éradiquer, et sans avoir pour cela à tabler sur la vaccination de masse, à l'imitation de ce qui se passe en Occident. Si la décade de ces derniers temps se poursuivait jusqu'à réduire considérablement le nombre quotidien des nouvelles contaminations, et à diviser dans un premier temps par deux celui des décès, il serait possible de faire l'économie de la vaccination de masse, une opération qui de toute façon prendra des mois, sinon des années, et dont rien ne dit encore qu'elle sera le remède souverain contre le virus. A la limite, nous n'aurons pas besoin d'une campagne de cette ampleur si nos voisins et partenaires de par le monde se voient contraints eux de la mener à leur niveau, compte tenu de la gravité de leurs situations respectives. Il n'est pas laissé d'autre choix que la vaccination tous azimuts à des pays aussi lourdement affectés que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, la France, ou le Brésil. Nous ne sommes pas dans leur cas. La distanciation sociale, pour autant qu'elle soit rigoureusement respectée, suffirait à nous tirer d'affaire, sinon totalement du moins dans une bonne mesure. M. H.

La formation professionnelle fait sa rentrée

## Protocole sanitaire et mesures d'accompagnement renforcées

Après une interruption de plus de 10 mois, des milliers de stagiaires ont repris hier leur cursus de formation professionnelle dans le contexte très particulier de l'épidémie de coronavirus. Le ministre a pris les mesures préventives nécessaires, à la veille de cette rentrée, notamment le nettoyage et la désinfection de l'ensemble des équipements et des structures pédagogiques pour protéger les stagiaires et le personnel du secteur (formateurs et fonctionnaires) contre cette pandémie, précise la même source. Le ministre a prévu plusieurs mesures de sensibilisation et d'orientation pour informer les stagiaires de l'impératif de respecter les mesures préventives. Il a également instruit les responsables des directions de wilaya et des établissements de formation de créer une commission de suivi d'application du

protocole sanitaire. Cette commission est chargée de «coordonner avec les collectivités locales, les services de santé et le mouvement associatif» en vue de veiller à la désinfection des structures de formation et des équipements relevant du secteur. Il s'agit également du collage d'affiches sur les recommandations de protection contre le Covid-19 à l'intérieur des établissements de formation estimés à 1 200 au niveau national, outre la garantie de masques de protection et de gels hydro-alcooliques et le respect de la distanciation sociale. Un responsable est désigné dans chaque établissement pour veiller à la gestion des mesures liées à la pandémie. Concernant le domaine pédagogique, le secteur a assuré pour cette rentrée «plus de 538 000 places pédagogiques, ainsi que 83 215 lits pour les internats», outre «près de 52 000

places assurées à travers les 760 établissements privés de formation», précise la même source. Le secteur propose une formation dans cinq niveaux, dont technicien supérieur (TS) à travers les instituts nationaux spécialisés dans la formation au nombre de 201, avec une capacité d'accueil de 60 300 places. Il s'agit, entre autres, de 907 centres de formation professionnelle et d'apprentissage avec une capacité d'accueil de près de 250 000 places pédagogiques. A l'occasion de cette rentrée, le ministère a prévu plusieurs nouvelles spécialités s'ajoutant à celles proposées dans le programme pédagogique et ce, en fonction des spécificités de chaque région et des niveaux de formation. Entre autres spécialités, celle de la phénoiciculture proposée au niveau des établissements de formation des wilayas de

Tébessa, Ouargla, Ghardaïa et El Oued, ainsi que celle de la plasturgie à Sétif, Skikda, Bordj Bou Arréridj et Tipasa, et celle de la fabrication des fromages disponible au niveau des établissements de formation des wilayas de Chlef, Béjaïa, Blida, Alger et Boumerdès. Le ministre a programmé également une nouvelle spécialité dédiée à l'arboriculture fruitière à Biskra et une autre dans les énergies renouvelables à El Oued. Les spécialités sont choisies sur la base du répertoire national des spécialités et des filières englobant 495 spécialités liées en majorité aux professions exercées en Algérie, outre la programmation des spécialités très demandées en termes de main-d'œuvre qualifiée et en réponse aux besoins exprimés par les opérateurs économiques.

Meriem Benchaouia

## Algeria Start-up Challenge

# 12 projets innovants primés parmi 43 finalistes

■ Douze projets innovants réalisés par des start-up ont été primés, samedi à Alger, lors de la finale de la deuxième édition du programme «Algeria Start-up Challenge».

Par Adéla S.

C'est au cours d'une cérémonie de clôture, qui a vu la présence du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Start-up et de l'Economie de la connaissance, Yacine El Mahdi Oualid, et de la ministre de la Culture, Malika

Ghardaïa

## La prise en charge des besoins prioritaires des zones d'ombre achevée avant la fin de l'année

LES OPÉRATIONS de développement prioritaires initiées dans le cadre de la prise en charge des besoins des zones d'ombre de la wilaya de Ghardaïa seront achevées avant la fin de l'année en cours, ont indiqué, hier, les services de la wilaya.

Pas moins de 70 millions de DA ont été consentis pour la concrétisation des opérations de raccordement aux différents réseaux d'alimentation en eau potable (AEP), d'électricité et d'assainissement et des eaux pluviales dans les zones d'ombre recensées prioritaires dans la wilaya, a affirmé à l'APS le directeur de l'Administration locale (DAL), Salah Bouali.

Ces zones d'ombre ont été recensées au terme d'une enquête de proximité effectuée par les services des collectivités locales, en collaboration avec les élus et les membres locaux de la société civile, en vue de les promouvoir et réduire les disparités sociales dans la wilaya, a soutenu le DAL de Ghardaïa.

Les services de la wilaya ont établi une cartographie de ces zones d'ombre avec des fiches techniques comprenant les déficits en matière de développement et les projets prioritaires de chaque zone à inscrire en vue d'améliorer leur cadre de vie et répondre aux attentes de leurs habitants, a-t-il ajouté.

Cinq zones localisées en milieu rural et épars de Hassi-Ghanem, la zone de Rahmania, les localités de Zouia et les quartiers de l'ancienne Mansoura ont été répertoriés à travers les treize communes de la wilaya de Ghardaïa comme «zones prioritaires» nécessitant une action d'urgence.

La prise en charge des aspirations des habitants de ces contrées s'est effectuée à la faveur de plans d'urgence de développement visant à garantir une vie décente aux citoyens des zones d'ombre souffrant d'exclusion et de marginalisation et ce, malgré les aléas et l'impact de la pandémie de coronavirus sur les entreprises de réalisation.

M. L.

Bendouda, que les noms des 12 projets gagnants ont été dévoilés.

Ainsi, il a été annoncé la sélection de deux projets gagnants par thématique parmi les 43 finalistes auditionnés fin novembre par un comité d'experts.

Concernant la thématique «Economie collaborative», l'application mobile «Tahfifa», permettant d'obtenir les services d'un coiffeur professionnel à tout moment et n'importe où, a eu le premier prix, tandis que le deuxième prix a été attribué au projet «Maykiha», une plateforme reliant les porteurs d'idées et les investisseurs en de brèves étapes.

S'agissant de la thématique «Télémédecine et traitement des dossiers patients», le projet «Dentadiag», une solution télé-médicale permettant de diagnostiquer des maladies, a eu la faveur du jury.

Le deuxième prix de la même thématique est octroyé au projet «Dawini», proposant une nouvelle méthode de prise de rendez-vous, de consultation à domicile et de soins.

Dans la thématique «Economie circulaire et entrepreneuriat social», c'est le projet «Smart Air Manage» qui l'a emporté, offrant des produits smart destinés à la protection contre les gazes toxiques en purifiant l'air.

Le deuxième projet lauréat est «Revadex», une plateforme visant à faciliter les échanges de divers types de déchets recyclables entre les générateurs de déchets et les entités de recyclage.

Concernant la thématique dédiée à «l'Amélioration des prestations de services publics», le projet «Top Academy», une plateforme éducative interactive, a obtenu le



Ph.D. R.

premier prix. Cette plateforme permet aux élèves des cycles moyen et secondaire de mieux organiser leurs révisions.

Le deuxième prix de cette catégorie est revenu au projet «Trainship», mettant en relation les entreprises en recherche de stagiaires étudiants avec les établissements de l'Enseignement supérieur ou de la Formation professionnelle.

La thématique «Logistique et transport» a vu la récompense du projet «When Rak», permettant la mise en place d'une stratégie organisationnelle de transport, alors que le projet «Azimut Tracking», proposant des «solutions informatiques de gestion», notamment le suivi de la commande, a remporté le deuxième prix. Enfin, la thématique

«Tourisme» a vu le projet «Nass» finir premier. Il s'agit d'une application mobile dédiée aux professionnels de l'hôtellerie.

La plateforme «Takalidi» de e-commerce destinée aux artisans afin qu'ils puissent commercialiser leurs produits traditionnels, a obtenu, quant à elle, le deuxième prix de cette catégorie. Intervenant à l'occasion, le ministre délégué chargé des Start-up et de l'Economie de la connaissance a affirmé que «ce type de concours trouve sa nécessité dans le fait que l'économie nationale s'oriente vers un nouveau modèle économique, basé sur l'économie de la connaissance».

«C'est un challenge important pour notre pays de disposer des start-up innovantes constituant

la locomotive de l'économie nationale», a-t-il également souligné.

De son côté, le ministre de la Culture a indiqué que «les start-up ont un rôle important à jouer dans le secteur de la Culture», précisant que le secteur culturel a «besoin d'initiatives et de nouvelles idées».

Dans ce contexte, elle a annoncé la création d'une plateforme dédiée à la location de l'ensemble des espaces culturels au niveau national, un projet réalisé par son département ministériel en collaboration avec de jeunes entreprises locales. M<sup>me</sup> Bendouda a évoqué, en outre, «la possibilité de créer un challenge spécifique aux start-up dans le secteur culturel».

A. S.

## Environnement

# 1<sup>re</sup> édition aujourd'hui du Salon virtuel sur la gestion des déchets

Plusieurs institutions internationales activant dans le domaine environnementale ainsi que plusieurs pays étrangers prendront part, à partir d'aujourd'hui, à Alger, au premier Salon virtuel sur la gestion des déchets, a indiqué, hier à l'APS, le DG de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane.

Ce premier Salon virtuel sur la gestion des déchets, intitulé «The Algerian virtual waste exhibition-AVWE», a pour ambition de mettre en relation directe tous les acteurs de la gestion des déchets, qu'ils soient nationaux ou internationaux, et ce, dans le but de conclure des partenariats fructueux dans ce domaine, a assuré M. Ouamane.

Ce salon, qui s'étalera jusqu'au 23 décembre, verra la participation de plusieurs pays étrangers dont le Danemark, le Canada, la Corée du Sud et l'Italie ainsi que

la France, selon le DG de l'AND.

«Plusieurs opérateurs étrangers qui veulent pénétrer le marché algérien prendront également part à cet événement et pourront conclure des partenariats fructueux avec des entreprises algériennes activant dans le domaine de la gestion des déchets», a souligné le responsable.

Selon un communiqué de l'AND relevant du ministère de l'Environnement, «cette manifestation, qui sera accessible en ligne du 21 au 23 décembre sur le site [www.avwe.and.dz](http://www.avwe.and.dz), fait suite aux instructions de la ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats, dans le cadre de la mise en réseau des acteurs de la gestion des déchets».

«Cet événement sera animé à travers des conférences audiovisuelles, des lives et diverses autres activités relatives à l'information et à la sensibilisation sur les dangers

liés aux déchets». Des pitch pour les porteurs de projets et start-up seront également organisés et un espace dédié à l'innovation et à la recherche scientifique sera disponible, détaille l'AND.

Le salon, composé de stands virtuels, reproduit le fonctionnement d'un salon classique à travers des conférences et permettant des échanges d'information et des relations d'affaires entre exposants et visiteurs, réalisables sur «stand virtuel» par chat, Skype, email et téléphone, via différentes applications.

Selon l'AND, l'initiative comporte plusieurs objectifs, à savoir la promotion et le développement de la gestion des déchets, la mise en valeur du rôle de cette gestion dans la préservation de l'environnement ainsi que la mise en exergue du fort potentiel de l'économie circulaire.

Lamine D.

## Hydrocarbures

# Recul de la production de l'Algérie à hauteur de 8 % en 2020

■ La production nationale d'hydrocarbures devrait enregistrer, la fin de l'année en cours, une baisse de 8 % par rapport à 2019 en se stabilisant autour de 143 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), a indiqué le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar.

Par Salem K.

« Les chiffres de 2020 font ressortir un recul de la quasi totalité des indicateurs du fait des répercussions de la pandémie de coronavirus, qui a fortement impacté l'activité économique nationale », a précisé M. Attar devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen du projet de Règlement budgétaire 2018.

Lors de cette séance présidée par le président de la Commission Ahmed Zeghdar, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, et nombre de cadres du secteur, le ministre a fait savoir que les exportations d'hydrocarbures devront atteindre, à la fin du mois en cours, quelque 82 millions TEP, soit 22 milliards Usd. Les produits pétrochimiques enregistreraient, quant à eux, une baisse de 33 % par rapport à 2019, où ils avaient atteints 33 milliards Usd, a-t-il ajouté. Les recettes prévisionnelles de la fiscalité pétrolière devront atteindre 1850 milliards DA, soit un recul de 33 % par rapport à l'année dernière, soit 132 % de la valeur de la fiscalité pétrolière prévue dans la LFC 2020 (1395 milliards DA). Selon le ministre, le secteur de l'Energie enregistrera une baisse de la consommation locale à hauteur de 60 millions tonnes TEP, tirée par un recul de la demande sur les produits pétroliers et le gaz, compte tenu des mesures arrêtées par le gouvernement pour endiguer la propagation du coronavirus. M. Attar a fait état, par ailleurs, de la décision du secteur de réduire ses importations en essence et en mazout conséquemment à la baisse de la demande sur les produits pétroliers et la saturation des capacités de stockage. Ainsi, les importations en produits pétroliers devront s'établir, fin 2020, à quelque 700 millions Usd, contre plus d'un milliard Usd en 2019. Afin de réduire les importations à court terme, la



Sonatrach a mis en application un programme visant à améliorer la performance des raffineries afin de hisser les capacités de production de l'essence. Le ministre a évoqué qu'une série de mesures visant la rationalisation de la consommation est prévue dans la loi de finances 2021, à travers la proposition d'une taxe sur la consommation des carburants pour les véhicules sortant des frontières du pays. A noter que les stations de pompage d'eau par canalisation In Salah-Tamanrasset, fonctionnant actuellement avec du mazout, devront être raccordées au gaz naturel. Dans le cadre des projets nationaux de raccordement à l'électricité et l'approvisionnement en gaz, le secteur prévoit, durant le quinquennat 2020-2024, le raccordement de quelque 140 000 ménages à l'électricité et 370 000 autres au gaz. Les programmes financés par l'Etat ont permis le raccordement au gaz d'environ 2,3 millions de ménages et à l'électricité de quelque 400 000 foyers, pour une enveloppe de 600 milliards DA. Concernant les projets de raccordement réalisés dans les zones d'ombre au profit des investisseurs agricoles, M. Attar a évoqué le raccordement de 527 projets à l'électricité et de

348 autres au gaz. La réalisation de ce programme demeure tributaire de la disponibilité des ressources financières nécessaires et requiert que soient relevés les défis relatifs à l'absence de voies d'accès aux sites des projets et des passages pour les lignes électriques, dira le ministre qui a cité, en outre, la lenteur des procédures liées à la passation des marchés publics.

## Baisse des exportations en 2018 du fait de l'accord Opep+

Concernant l'exercice 2018, le ministre a indiqué qu'il a connu une baisse dans le volume des exportations en hydrocarbures, à hauteur de 101,4 millions TEP, contre 108,8 millions en 2017, soit un recul de 7 %. Ce recul s'explique, selon le ministre, par le respect des décisions de l'Opep relatives à la réduction de la production, ainsi que par une baisse de la demande des pays européens sur le gaz naturel. En dépit de cette baisse quantitative, les recettes ont enregistré une hausse de 17,6 %, passant ainsi de 33,2 milliards Usd en 2017 à 39 milliards Usd en 2018, conséquemment à la hausse du prix moyen de l'or noir, passant de

59,3 Usd/baril en 2017 à 71,3 Usd en 2018. Par ailleurs, les importations des produits pétroliers ont reculé de 73,3 % par rapport à l'année 2017. Ainsi, la facture des importations a baissé de 1,8 milliards Usd en 2017 à 500 milliards Usd en 2018. Lors de son exposé sur la loi portant Règlement budgétaire de l'exercice 2018, le ministre a indiqué que le budget de fonctionnement du ministère en 2018 était d'environ 50,8 mds DA, dont 98 % ont été consommés, soulignant que 87 % était destinés à la subvention du dessalement de l'eau de mer, à hauteur de 44 mds DA. Comparativement au budget de fonctionnement 2017, celui de 2018 a connu une hausse de 7 % suite à l'augmentation des dotations énergies renouvelables confrontées au chômage. Des députés se sont interrogés sur le temps nécessaire au budget des Groupes Sonatrach et Sonelgaz pour surpasser le déficit enregistré dans leurs budgets respectifs, d'autant plus que des sommes considérables ont été mobilisées pour combler ce déficit depuis 2018. Ils ont par ailleurs mis en avant la nécessité de réfléchir au raffinement du pétrole dans le pays.

S. K.

## Pétrole Ryadh et Moscou affichent leur unité avant le sommet de l'Opep+

Les ministres saoudien et russe de l'Energie ont affiché leur unité lors d'une réunion bipartite avant le sommet en janvier de l'Opep+.

Au début du mois, les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs partenaires, dont la Russie, ont décidé à l'issue d'après négociations de limiter à 500 000 barils par jour l'augmentation de leur production en janvier, contre près de 2 millions initialement prévus.

« La charte de coopération de l'Opep+ nous a rassemblés et a apporté de bons résultats (...) C'est pour cette raison qu'elle doit continuer », a déclaré le ministre de l'Energie saoudien Abdelaziz ben Salmane, lors d'une conférence de presse diffusée par la chaîne d'Etat Al-Ekhbariya. « Nous avons confirmé une nouvelle fois notre loyauté envers les accords en vigueur aujourd'hui », a dit le vice-Premier ministre russe, Alexandre Novak, chargé du secteur énergétique. « Nous envisageons de travailler ensemble afin d'aboutir à un équilibre de la situation sur le marché », a-t-il ajouté. L'Opep+ tiendra virtuellement sa 13<sup>e</sup> conférence ministérielle le 4 janvier, tandis que Ryad et Moscou se réuniront autour d'un Comité de coopération bilatérale en mars.

Les membres de l'Opep+ se sont mis d'accord le 3 décembre pour remettre « progressivement » sur le marché quelque 2 millions de barils par jour en début d'année prochaine, en commençant par 500 000 barils en janvier.

A. O.

## Pomme de terre

# Les importations de la semence baissent de plus de 50 %

Les importations de la semence de la pomme de terre enregistre, durant la campagne en cours, une baisse de plus de 50 % par rapport à la campagne précédente, conformément aux objectifs tracés dans le cadre de la feuille de route du secteur, a indiqué, samedi, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural dans un

communiqué. En effet, les autorisations d'importation délivrées par les services phytosanitaires du ministère pour la campagne en cours portent sur une quantité globale de 45 277 tonnes contre 99 000 tonnes lors de saison précédente, ceci pour les variétés qui ne sont pas produites localement, note la même source. Le volume de semences de pomme de terre importé

depuis la date de démarrage de l'opération, le 15 novembre dernier, a atteint 19 909 contre 50 000 tonnes à la même période de la campagne écoulée et 67 000 tonnes en 2018/2019. Cette réduction a permis un gain financier de plus de 15,2 millions d'euros depuis le début de l'opération d'importation en min-novembre 2020 à ce jour par rapport à la même période de la

campagne 2019/2020 et de 23,74 millions d'euros par rapport à celle de 2018/2019. « La filière pomme de terre ne cesse d'enregistrer des performances aussi bien en produit de consommation qu'en segment semence, dont les besoins nationaux sont couverts à plus de 80 % actuellement », souligne le communiqué.

Nabila T.

Université des sciences islamiques de Constantine  
Nouvelle filière et ouverture de 60 postes de doctorat

SOIXANTE postes de doctorat seront ouverts à l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader de Constantine, au titre de la saison universitaire 2020-2021, avec l'introduction d'une nouvelle filière, à savoir celle des «sciences de gestion», a-t-on appris auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. Ces postes pédagogiques liés à la formation en phase doctorale du troisième cycle du système LMD (Licence-Master-Doctorat) sont prévus dans 8 filières et répartis sur 20 spécialités, a déclaré la responsable de communication de cette université, Asma Aliouche, précisant que l'accès à cette filière s'effectuera sur la base d'un concours dont la date sera déterminée prochainement. Les postes de formation doctorale prévus cette saison, répartis sur 30 postes consacrés au domaine de la Chariâ et l'économie, seront ventilés sur 10 spécialités, tandis que 9 postes seront réservés à la filière des sciences de la gestion consacrée à la gestion du système de la finance islamique, la gestion des institutions de la Zakat et la gestion des biens wakfs, a-t-on expliqué. La même source a ajouté également que 12 postes de doctorat ont été affectés à la filière des lettres et la civilisation islamique qui ouvre droit aux spécialités des sciences humaines et sociales, la langue et la littérature arabes. Pour rappel, 2 587 étudiants se sont inscrits à l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader de Constantine au titre de cette nouvelle saison universitaire, dont 710 nouveaux bacheliers orientés vers les différentes spécialités proposés par cet établissement d'enseignement supérieur. A signaler que le mode d'enseignement à distance, appliqué depuis le 1<sup>er</sup> décembre dernier, a été renforcé par des cours dispensés en présentiel, et ce, en application du plan de la tutelle relatif au respect du protocole sanitaire de prévention contre le nouveau coronavirus en vue de s'assurer de la réussite de cette nouvelle saison universitaire.

**Hamida H.**

Atteintes aux droits de l'enfant

## Projet d'un guide sur les mécanismes de signalement et de traitement

■ La Déléguée nationale de la promotion et de la protection de l'enfance et présidente de l'Organe national à la promotion et à la protection de l'enfance (Onppe), Meriem Cherfi, a fait état, à Alger, de «préparatifs à l'élaboration d'un guide sur les mécanismes de signalement et de traitement des atteintes aux droits de l'enfant».

Par Akila B.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre organisée par l'Onppe en célébration de la ratification par l'Algérie de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), M<sup>me</sup> Cherfi a fait savoir qu'un travail est en cours pour la publication du premier numéro d'une revue qui met en exergue les activités de l'Organe depuis son installation et l'élaboration d'un guide mettant en avant les mécanismes de signalement des atteintes aux droits de l'enfant et des méthodes de leur traitement. A cette occasion, M<sup>me</sup> Cherfi a indiqué que «depuis janvier dernier, l'Organe a enregistré, via le numéro vert (11 11), plus de 2 200 signalements liés à l'atteinte aux droits de l'enfant, et a reçu près d'un million d'appels téléphoniques pour des renseignements et des explications sur l'Organe ou encore pour exprimer certaines préoccupations liées à l'enfant». L'Onppe veille à faciliter les missions de tous les professionnels et intervenants en matière de protection des droits de l'enfant et les tenir informés des derniers développements juridiques relatifs à ce domaine, a-t-elle souligné. La Déléguée nationale de la promotion et de la protection de l'enfance a évoqué, en outre, la préparation du plan d'action pour l'exercice 2021 du Comité permanent de coordination, faisant état, dans ce sens, de plu-



PH: D. H.

sieurs activités, notamment la programmation de rencontres, de visites sur terrain et de sessions de formation pour les membres de la Commission sur les procédures relatives aux droits de l'enfant et aux mécanismes de leur protection. En vertu des dispositions de la loi sur la protection de l'enfant du 15 juillet 2015, le Comité permanent de coordination relevant de l'Onppe, présidé par le Délégué national de la protection de l'enfance, comprend 16

ministères, des représentants des corps de sécurité et de la société civile et examine les questions relatives aux droits de l'enfant, dans le cadre de la coopération et la concertation entre l'Organe et les différents secteurs et organismes. Cette rencontre vise à évoquer les réalisations accomplies dans le domaine de l'enfance, 28 ans après la ratification par l'Algérie, le 19 décembre 1992, de la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée le 20

novembre 1989, a-t-elle précisé, rappelant que l'Algérie accorde, depuis l'indépendance, «une grande importance» à la protection et à la promotion de l'enfance. Cette rencontre a été une occasion pour «valoriser les pas importants franchis par l'Algérie en matière de protection et de promotion de l'enfance ainsi que les politiques et programmes nationaux élaborés en faveur de cette catégorie», a ajouté M<sup>me</sup> Cherfi.

**A. B.**

«Solidarité humaine»

## La Journée internationale célébrée dans un contexte de crise sanitaire mondiale

La Journée internationale de la solidarité humaine, célébrée le 20 décembre, intervient cette année dans un contexte de crise sanitaire mondiale causée par la pandémie de Covid-19.

«Avec le monde dans la désunion et le désarroi essayant de contenir la pandémie de Covid-19, apprenons la leçon et changeons de cap pour la période charnière à venir», a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans son message à l'occasion de cette Journée internationale, célébrée cette année sous le thème : «La solidarité est l'humanité, la solidarité est la survie, telle est la leçon de 2020».

La Journée internationale de la solidarité humaine 2020 est l'occasion pour faire face «aux crises et aux défis auxquels sont confrontées les populations du monde entier dans le cadre de la pandémie Covid-19, des liens d'amitié solides

sont nécessaires».

«La solidarité humaine est la base d'une stabilité et d'une sécurité durables dans la communauté», a indiqué l'ONU, soulignant qu'«un esprit de solidarité humaine peut apporter la paix dans les relations sociales à tous les niveaux».

Bien que la pandémie de Covid-19 ait mis en lumière des menaces et d'énormes disparités dans la société, elle a également montré au monde à quel point la solidarité humaine est la solution aux crises, a ajouté l'ONU.

La Journée internationale de la solidarité humaine est une journée pour célébrer l'unité dans la diversité, rappeler aux gouvernements de respecter leurs engagements vis-à-vis des accords internationaux, sensibiliser le public à l'importance de la solidarité, encourager le débat sur les moyens de promouvoir la solidarité pour la réalisation des objectifs de développement durable, y compris l'éradica-

tion de la pauvreté, et également encourager de nouvelles initiatives d'élimination de la pauvreté.

L'Assemblée générale des Nations unies, qui a proclamé en 2006 le 20 décembre de chaque année Journée internationale de la solidarité humaine (résolution A/RES/60/209), a révélé que «la solidarité humaine est la base d'une stabilité et d'une paix durables».

Le concept de solidarité a défini le travail des Nations unies depuis la naissance de l'organisation. C'est dans cet esprit de solidarité que l'Organisation des Nations unies utilise la coopération pour résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire.

Dans la Déclaration du Millénaire, adoptée par les Etats Membres en l'an 2000, la solidarité est définie comme étant l'une des valeurs fondamentales qui doivent sous-tendre les relations interna-

tionales au 21<sup>e</sup> siècle, aux côtés de la liberté, l'égalité, la tolérance, le respect de la nature et le partage des responsabilités.

Les problèmes mondiaux doivent être gérés multilatéralement et de telle façon que les coûts et les charges soient justement répartis conformément aux principes fondamentaux de l'équité et de la justice sociale.

Par sa résolution A/RES/57/265, l'Assemblée générale des Nations unies a mis en place le Fonds de solidarité mondial, qui a été créé en février 2003 en tant que fonds d'affectation spéciale du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

Son objectif est d'éliminer la pauvreté et de promouvoir le développement humain et social dans les pays en développement, en particulier dans les franges les plus démunies de la population.

**M. O.**

# Une pléiade d'artistes rend hommage à Hamdi Benani

La fameuse chanson «Qom tara» est enregistrée avec de nouveaux arrangements dans un clip regroupant une pléiade d'artistes de différents horizons. Ce clip, enregistré en hommage au grand artiste du malouf, le défunt Hamdi Benani, décédé le 21 septembre dernier, a été chaleureusement accueilli par les artistes comme par les fans.

Par Abia Selles

Les artistes de différents disciplines ont trouvé dans les plateformes numériques un moyen rapide et fiable pour passer l'information, partager leurs dernières œuvres et rester en contact permanent avec leurs fans. Le monde de la musique, comme les autres secteurs de création, a su utiliser ce moyen pour diffuser les derniers albums, des clips, des spectacles virtuels ou même des vidéos en séance d'enregistrement. L'artiste M'barek Dakhla est un de ceux pour qui le confinement imposé comme mesure de prévention contre le Covid-19 a beaucoup servi pour plus de créativité. Cet artiste connu par sa dynamique et esprit de recherche a choisi de rester en contact permanent avec ses fans et ses collègues artistes.

En effet, depuis le début du confinement et la fermeture des salles de spectacles au mois de mars dernier, M'barek Dakhla s'est concentré sur l'enregistrement de chansons du patrimoine national en collaboration avec des artistes de différents horizons. Depuis quelques jours, il a partagé sur les plateformes numériques un nouveau clip présentant un nouvel arrangement de la fameuse chanson «Qom tara». Sur sa page facebook, M'barek Dakhla avait écrit : «Qom

tara, en hommage à Hamdi Benani. Un nouveau produit issu du confinement, une pléiade de grands artistes des quatre coins du pays y a participé, un grand merci à tout le monde».

Ce travail a vu la participation de plusieurs artistes de différentes régions dont Ali et Kamel Benani, Yazid Benouhiba, Karim Khader de Annaba, Yazid Belkheir d'El Khroub, Djamel Merzougui de Londres, Cheikh Karim Melzi, Sabah Aandaloussia, Zahia Benzenghli, Rafik Sahbi d'Alger, Karim Boughazi, Lila Borsali de Tlemcen, Abbas Righi de Constantine, Amine Khettat de Paris, Nadia Ould Moussa de Mostaghanem et Jihen Houari de Koléa. Ce clip a été chaleureusement accueilli par les artistes comme par les fans. D'ailleurs, un grand nombre de messages d'encouragements a été envoyé aux artistes participants par les fans et autres artistes. «Bravo ! Un très beau travail artistique, de beaux arrangements. Super !», avait commenté l'artiste Nora Bouchama. «Un grand bravo pour l'initiative de l'artiste Mebarek Dakhla et chapeau pour tous nos amis artistes. C'est très beau», avait écrit l'artiste Noureddine Aliane sur Facebook. «Bravo. Très belles



voix aussi bien masculines que féminines. À d'autres montages inchalah. Merci pour ce beau cadeau», avait écrit un mélomane de musique andalouse.

A. S.

## Patrimoine immatériel de l'humanité 29 nouveaux éléments inscrits par l'Unesco

Le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco a inscrit 29 éléments sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, lors de la session de cette année, ouverte lundi et qui se tient en ligne jusqu'au 19 décembre, annonce l'agence onusienne sur son site Internet. Lors de cette 15<sup>e</sup> session, «Les savoirs, savoir-faire et pratiques liés à la production et à la consommation du couscous» ont été inscrits à la liste représentative du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité au nom de l'Algérie, de la Mauritanie, de la Tunisie et du Maroc.

La Tunisie a également inscrit «La pêche à la charfiya aux îles Kerkennah» sur cette liste, alors que «l'art de la miniature» a été classé par l'Azerbaïdjan et l'Iran. Dans le monde

arabe, Le «tissage traditionnel Al Sadu» a été classé au nom de l'Arabie saoudite et du Koweït, «La course de dromadaires, pratique sociale et patrimoine festif associés aux dromadaires» au nom des Emirats arabes unis et du Sultanat d'Oman, «Al Aflaj, système traditionnel d'irrigation» au nom des Emirats arabes unis. Le continent africain compte, en plus du couscous et de la pêche à la charfiya, le classement de la «danse budima» au nom de la Zambie et de «l'art de fabriquer et de jouer la mbira/sanza, lamellophone traditionnel» au Malawi et au Zimbabwe.

Entre autres éléments classés lors de cette session, «l'art musical des sonneurs de trompe» (France, Belgique, Luxembourg, Italie), «la culture du sauna» (Finlande), «le fitra, art culinaire et culture du pain plat au levain» (Malte), «les chevaux du vin»

(Espagne), «les savoir-faire en mécanique horlogère et mécanique d'art» (France et Suisse), «la culture apicole dans les arbres» (Pologne et Biélorussie) ou encore «la fabrication de la poterie de Zlakusa» (Serbie).

Les techniques et les connaissances traditionnelles liées à la conservation et à la transmission de l'architecture en bois au Japon, la culture des hawkers à Singapour (pratique culinaire), la cérémonie Ong Chun : les rituels et les pratiques associées pour entretenir le lien durable entre l'homme et l'océan (Chine et Malaisie), ou encore le jeu traditionnel Togyzqumalaq (Kazakhstan, Kirghizistan et Turquie) figurent également sur cette liste.

La Liste représentative du patrimoine culturel immatériel comprend actuellement 492 éléments.

M. K.

### Agend'Art

#### Palais de la culture

#### Moufidi-Zakaria d'Alger Jusqu'au 23 janvier 2021 :

Exposition collective d'art plastique intitulée «En dépit de la douleur, notre plume insuffle de l'espoir».

#### Jusqu'à fin décembre :

Exposition sur le patrimoine culinaire algérien : le couscous.

#### Maison de la culture

#### Ahmed-Redha Houhou de

#### Biskra

#### Jusqu'au 28 décembre :

Exposition de l'artiste-peintre Housseem Laala.

Pour des raisons politiques

## «Astérix» ne se fera ni en Chine ni avec des fonds chinois

Réalisé par Guillaume Canet, «Astérix et Obélix : l'Empire du Milieu» abandonne son tournage en Chine, pour des raisons «politiques surtout». Les deux Gaulois les plus célèbres de la bande dessinée abandonnent leur voyage vers l'Empire du Milieu. Dans une interview accordée à «L'Obs», Gilles Lellouche révèle que le tournage du prochain «Astérix», qui devait avoir lieu à partir du 15

juin, ne se déroulera pas en Chine. «Je ne sais pas quand on va pouvoir le faire, concède l'interprète d'Obélix. Une chose est sûre : on ne tournera pas en Chine ni en coproduction avec des capitaux chinois. Pour plusieurs raisons, politiques surtout». Il ajoute : «J'ai plus de coups à recevoir qu'autre chose. J'en ai d'ailleurs pris plein la tronche sur les réseaux sociaux quand Guillaume [Canet, NDLR]

a annoncé le film. Ce que je comprends très bien. Obélix, c'est Depardieu. Mais moi, plus on me chauffe, plus ça m'excite».

Au mois de février dernier, une information parue dans «Closer» annonçait déjà que le tournage du film «Astérix et Obélix : l'Empire du milieu» avait été annulé à cause de l'épidémie. Une information démentie ensuite par la production, ajoutant que «les prises de vues en

Chine [auraient lieu] en septembre». Au mois de novembre 2019, le cinéaste Guillaume Canet, aux manettes de ce nouvel opus, avait accompagné Emmanuel Macron dans un déplacement officiel en Chine, parmi d'autres personnalités du monde de la culture. Le nouveau volet des aventures d'Astérix et Obélix au cinéma, attendu initialement dans les salles courant 2021, devait en partie être tourné

avec des acteurs chinois.

Le scénario, écrit par Philippe Mechelen et Julien Hervé («Les Tuche», «Le Doudou»), est une histoire originale racontant l'aventure de deux célèbres Gaulois en Chine. Aux côtés de Guillaume Canet et Gilles Lellouche dans les rôles principaux, Marion Cotillard, elle, est attendue dans celui de Cléopâtre.

M. K.



## Proche-Orient

# Dans un camp de réfugiés palestiniens, on fourbit ses armes pour l'après-Abbas

■ Dans le camp de Balata, les murs des venelles grisâtres sont tatoués d'affiches à l'effigie de Hatem Abou Rizk, tombé dans le cadre des tensions grandissantes entre factions palestiniennes qui se préparent à un monde sans le Président Mahmoud Abbas.

Par Mourad M.

Le 31 octobre, un entrefilet s'invite dans les médias palestiniens : un mort et des blessés dans ce camp de réfugiés, où s'entassent 30 000 personnes sur moins d'un km<sup>2</sup> à la sortie de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée.

Cette fois-ci, les heurts n'opposent pas Palestiniens et forces israéliennes, mais des

Palestiniens entre eux.

Hatem Abou Rizk, 35 ans, dont près d'une dizaine d'années passées dans les geôles israéliennes pour sa participation à la seconde Intifada (soulèvement de 2000-2005), a perdu la vie dans ces affrontements entre factions, qui se disputent le récit des faits de ce 31 octobre.

Selon les autorités locales, Hatem s'est tué en tentant d'actionner une bombe. «Mais, en vérité, il a été tué par des tirs de

l'Autorité palestinienne», accuse sa mère, Oum Hatem Abou Rizk, dans le microscopique appartement familial.

«Hatem cherchait à combattre la corruption au sein du pouvoir palestinien, c'est pour ça qu'ils ne l'aimaient pas», pleure-t-elle en embrassant une affiche géante à la gloire de son fils.

Hatem œuvrait-il pour Mohammed Dahlan, un influent responsable palestinien en exil ? «Si Hatem était avec Dahlan, nous ne vivrions pas dans un tel appartement», lance Oum Hatem, dont les deux autres fils se cachent pour éviter selon elle d'être tués dans des combats fratricides. Dans les Territoires palestiniens, le mot «Dahlan» revient en boucle depuis les accords de normalisation entre Israël et les Emirats arabes unis, signés en septembre à Washington. Lié à un courant divergent du parti Fatah du Président Mahmoud Abbas, Mohammed Dahlan est aujourd'hui conseiller de Mohammed ben Zayed, prince héritier d'Abou Dhabi et acteur-clé de ces accords de normalisation, fustigés par l'Autorité palestinienne.

A leur annonce, ses détracteurs avaient piétiné des affiches du «traître» Dahlan. Par ses partisans, il est toutefois considéré comme un «successeur» possible au Président Abbas, 85 ans, et qui a promis des élections en 2021, les premières en près de 15 ans. En l'état, la question de l'après-Abbas reste un tabou dans la classe politique. «Dans cette région, nous n'aimons pas parler de la vie après la mort», résumait récemment une figure influente du Fatah.

Mais pour le gouverneur de Naplouse, Ibrahim Ramadan, un



Ph. &gt; D. R.

cacique du Fatah, aucun doute : «Hatem Abou Rizk était avec Dahlan».

«Depuis cet incident, 14 de mes soldats ont été blessés (à Balata). Ces gens ne comprennent que le langage de la force», dit-il.

Selon le général palestinien Waël Shitawi, «les gens de Dahlan donnent de l'argent aux jeunes sans travail pour lancer des pierres et des cocktails Molotov sur les forces palestiniennes». «Leur but est de créer des troubles et montrer que l'Autorité palestinienne ne contrôle pas les camps».

«Ils veulent fomenter une révolution à partir des camps, pour dire ensuite qu'il faut que Dahlan revienne pour résoudre le problème», poursuit-il, dans son appartement ceint de caméras de surveillance.

Mais des proches de Mohammed Dahlan nient toute responsabilité dans les affrontements à Balata. «L'Autorité palestinienne souffre de «Dahlanphobie». C'est une pan-

démie pire que le Covid-19», accuse Dimitri Diliiani, un cadre du Fatah qui soutient Dahlan.

«Ce soulèvement est une réaction de la population de certains camps qui a été discriminée par l'Autorité palestinienne (...) La population des camps est celle qui a payé le prix le plus élevé (lors des soulèvements palestiniens) mais celle qui a été le moins bien traitée», dit-il.

L'émissaire de l'ONU pour le Proche-Orient, Nickolay Mladenov, a déclaré à l'AFP être «profondément préoccupé par les tensions croissantes entre la population du camp et les forces palestiniennes», appelant à la «retenue».

Signe de ces vives tensions, des membres des forces spéciales palestiniennes sont déployés à l'entrée du camp de Balata, et des snipers embusqués sur les toits. Non loin, l'immeuble d'un homme jugé proche de Dahlan a récemment été incendié, comme d'ailleurs un QG local du Fatah.

M. M.



## Commentaire

Indépendant

Par Fouzia Mahmoudi

L'APPÊL de Jean-Luc Mélenchon à la gauche à l'investir pour une candidature unique à la prochaine élection présidentielle ne reçoit pas l'enthousiasme qu'il avait peut-être imaginé. Pire, même ceux qui les années précédentes s'étaient rangés à ses côtés à l'instar des communistes envisagent aujourd'hui de porter leur propre candidature pour 2022. En effet, Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, ne semble pas vouloir de l'union voulue par le candidat de La France Insoumise. Au contraire, il plaide aujourd'hui pour une candidature autonome de son parti : «Je pense personnellement qu'il y a besoin d'une candidature communiste à l'élection présidentielle pour porter ce besoin de transformer en profondeur cette société». Comme en 2012 et en 2017, le dirigeant de LFI mise pourtant sur le soutien des communistes pour mener campagne. Ce dernier a d'ailleurs adressé une lettre à Fabien Roussel la semaine dernière pour tenter de le convaincre, lui et les siens, en promettant «un accord sur le programme» et, contrairement à 2017, «sur des candidatures communes aux élections législatives». D'une manière plus officieuse, une alliance permettrait aussi au candidat Insoumis de piocher dans le vivier des élus communistes pour atteindre plus facilement les fameuses 500 signatures nécessaires à une candidature, et s'éviter ainsi toute frayeur. Un accord permettrait aussi au député du Sud-Est de bénéficier de la culture et la discipline militantes des troupes communistes. Mais pour ces derniers une candidature de Mélenchon est loin d'être la panacée. Le secrétaire national du PCF a en effet ironisé : «Jean-Luc a déclaré sa candidature il y a quelques semaines, tout seul, sans nous demander notre avis, et maintenant il nous dit qu'il faut qu'on y aille ensemble». Bien qu'à demi-mot, Fabien Roussel a ensuite remis en cause le comportement que pouvait parfois avoir Jean-Luc Mélenchon. «La différence, c'est que nous voulons, la manière dont je le vois moi, porter notre candidature qui rassemble, qui unit, sans excès et sans outrance, avec un projet porteur d'espoir», a expliqué le chef des communistes, en disant vouloir porter «les colères du monde du travail» et «prendre le pouvoir sur l'argent». Toutefois, loin des discours, une candidature du PC pourrait être sérieusement mise en doute par le manque de liquidité du mouvement alors qu'une campagne présidentielle coûte plusieurs centaines de milliers d'euros, même pour les plus petits des «petits candidats» et seuls les candidats qui franchissent le seuil des 5 % au premier tour de la présidentielle peuvent bénéficier du remboursement de ces frais. Or, lors de la dernière candidature autonome du PCF en 2007, Marie-George Buffet n'avait récolté que 1,93 % des voix. Plus récemment, le score des communistes aux élections européennes de 2019 (dernier scrutin national) n'a recueilli que 2,49 % des suffrages. Une campagne indépendante signifierait ainsi très probablement la perte de plusieurs centaines de milliers d'euros, alors même que le PCF est déjà un parti aux modestes ressources financières. Une alliance avec LFI permettrait ainsi aux communistes de continuer à exister politiquement et médiatiquement tout en évitant de prendre en charge le coût d'une campagne présidentielle. Mais les divergences avec les Insoumis se multiplient et risquent de rendre une candidature commune problématique. «On n'a pas encore pris notre décision, le débat s'ouvre chez nous. Je vous livre le sentiment qui est le mien», a affirmé le chef des communistes, désigné à ce poste en 2018 notamment sur cette position. Un vote des militants est prévu le 9 mai prochain pour trancher la question et pour décider une fois pour toutes s'ils veulent une fois encore lier le destin de leur mouvement avec celui de LFI.

F. M.

## Afghanistan

### Huit morts dans l'explosion d'une voiture piégée à Kaboul

L'explosion d'une voiture piégée a fait hier huit morts et plus de 15 blessés à Kaboul, une nouvelle fois frappée par des attaques sanglantes, ont annoncé les autorités afghanes.

Depuis quelques mois, la capitale afghane est en proie à une recrudescence des violences en dépit des pourparlers de paix entre les talibans et le gouvernement en cours depuis septembre à Doha.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Tariq Arian, a accusé «les terroristes» d'être responsables de cette attaque. Des femmes et des enfants figurent parmi les victimes, a-t-il précisé.

Une source travaillant dans le secteur de la sûreté a précisé que la voiture piégée avait explosé dans l'ouest de la capitale.

«C'était une explosion puis-

sante qui a causé d'importants dégâts aux maisons situées à proximité», a déclaré un responsable au sein du ministère de la Santé. Des images télévisées montrent au moins deux voitures en feu, avec des panaches de fumée noire et épaisse.

L'attentat n'avait pas encore été revendiqué hier en début d'après-midi.

Le groupe État Islamique (EI) a revendiqué ces dernières semaines plusieurs attaques sanglantes dans la capitale, dont celles contre l'université et un autre centre éducatif, qui ont fait au total plus de 50 morts ainsi qu'une récente série d'attaques à la roquette.

Samedi, cinq roquettes ont été tirées sur la base aérienne américaine de Bagram (nord-est) en Afghanistan, sans faire de blessés ni provoquer des

dommages matériels dans l'enceinte. L'attentat à la voiture piégée survenu hier intervient deux jours après qu'au moins 15 enfants ont été tués et 20 personnes blessées dans l'explosion d'une moto à proximité d'un rassemblement religieux dans la province de Ghazni.

Les autorités ont accusé les talibans d'en être à l'origine.

Au moment de l'explosion, des enfants et des adultes étaient réunis pour assister à une lecture du Coran, une activité habituelle en ce jour saint du vendredi pour les musulmans, dans le district de Gilan, à environ 120 km de Ghazni, la capitale de la province.

Les talibans ont nié toute implication, affirmant que l'explosion s'est produite lorsque des «munitions non explosées» ont détonné à proximité des enfants.





France

## Benmari rejoue avec Lyon qui étrille Nice

LORS DU MATCH entre l'OGC Nice et l'Olympique Lyonnais hier, seul Hicham Boudaoui était titulaire parmi les internationaux algériens puisque que Youcef Atal et Djamel Benmari ont débuté sur le banc. Titulaire à son poste de prédilection, Hicham Boudaoui a montré un mauvais visage face à une très bonne équipe lyonnaise qui a démontré qu'elle sera l'une des prétendantes au titre cette saison.

L'ancien du Paradou n'a pas récupéré beaucoup de ballons au milieu et a raté pas mal de passes, dont une qui a coûté cher à son équipe. Boudaoui a voulu trouver un coéquipier mais a donné le ballon par

erreur à l'attaquant Kadewere qui a marqué le deuxième but.

En deuxième période, l'entraîneur de Nice a effectué quelques changements pour essayer de revenir dans le match et il a fait appel à Youcef Atal. Ce dernier n'a pas pu permettre aux siens d'égaliser et son équipe s'est encore enfoncée en encaissant deux autres buts. À la 80<sup>e</sup> minute, Rudi Garcia a décidé de faire rentrer, pour la deuxième fois en Ligue 1, le défenseur international algérien Djamel Benmari. L'ancien du NAHD a récupéré deux ballons et a voulu marquer sur les coups pieds arrêtés mais il n'a pas eu de ballons dans la surface.

## Championnats d'Afrique de judo (3<sup>e</sup> journée) Les Algériens décrochent 4 médailles (3 argent, 1 bronze)

LA SÉLECTION algérienne de judo a remporté quatre médailles (3 argent et 1 bronze), à l'issue des épreuves de la 3<sup>e</sup> journée des championnats d'Afrique de la discipline, disputées samedi à Antananarivo (Madagascar).

Les médailles d'argent ont été décrochées par Sonia Asselah (+78 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mohamed Sofiane Belrekaa (+100 kg), qui se sont tous inclinés en finale contre respectivement la Camerounaise Vanessa Mballa Atangana, l'Égyptien Abdelakher Hatem et le Sénégalais Ndiaye Mbaniek. Le bronze est revenu à Kaouther Ouallal (-78 kg), vainqueur aux repêchages de la Tchadienne Daniela Guidione.

Après trois journées de compétition, la moisson de l'Algérie s'élève à 6 médailles (1 or, 3 argent et 2 bronze).

Vendredi, la sélection nationale avait décroché deux médailles, dont le titre africain d'Amina Belkadi dans la catégorie de -63 kg. De son côté, Fethi Nourine a remporté le bronze dans la catégorie -73 kg.

La quatrième et dernière journée des championnats d'Afrique, prévue hier, devait être consacrée aux épreuves par équipes mixtes.

Au total, 125 athlètes seulement (75 hommes et 50 dames) représentant 32 pays, prennent part aux joutes d'Antananarivo, qualificatives aux jeux Olympiques de Tokyo.

Confédération africaine de natation

## Hakim Boughadou intègre le bureau exécutif de la CANA

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de natation (FAN), Hakim Boughadou, a intégré le bureau exécutif de la Confédération africaine de la discipline (CANA), en tant que représentant de la Zone 1, pour le mandat olympique 2021-2024, a-t-on appris, samedi, auprès de la FAN. Boughadou a été désigné à ce poste sur une proposition du président de l'instance continentale, le Sud-Africain Sam Ramsamy, d'autant plus que l'Algérie a perdu son siège de membre élu à l'Assemblée générale de la CANA, suite à la démission de Ahmed Chebaraka du bureau exécutif en 2019 pour des raisons personnelles. Selon les statuts de la Confédération africaine, les membres du bureau exécutif sont élus lors de l'Assemblée générale élective, en plus de trois membres choisis par le président de l'instance. Dans une déclaration, Boughadou s'est dit «fier de représenter l'Algérie dans une

instance internationale», indiquant que cette décision a été entérinée samedi lors de la première réunion du Bureau exécutif de la CANA.

«Une réunion est prévue dans les prochains jours pour la répartition des tâches de chaque membre du bureau», a-t-il ajouté. L'Assemblée générale élective de la CANA, qui s'est tenue la semaine dernière par visioconférence, a vu la réélection de Ramsamy pour la troisième fois à la tête de l'instance africaine, ainsi que l'élection de 12 membres du bureau exécutif, en plus des trois membres choisis par le président.

«Cette nomination est le fruit d'un travail d'équipe, qui a œuvré durant les dernières années à la relance de la natation algérienne. Cette union et nos nombreux défits relevés par notre fédération ont convaincu la CANA et son président Ramsamy de m'intégrer dans le bureau exécutif», a estimé Boughadou.

## Ligue des champions (Tour préliminaire - retour) MCA-Buffles du Borgou 5-1

# Le «Doyen» passe sans peine

■ Encore une fois, une sélection nationale des jeunes se casse les dents et n'arrive pas à décrocher une qualification à la phase finale de la CAN, bien que de nombreux espoirs étaient placés en elle.



Les Mouloudéens étaient déterminés à l'emporter et se qualifier

Par Mahfoud M.

Le MC Alger est passé facilement au premier tour de la Ligue des champions d'Afrique après avoir pris le meilleur sur la formation béninoise des Buffles de Borgou, lors du match retour du tour préliminaire de la Ligue des Champions, disputé samedi soir au stade du 5-Juillet (Alger), sur le score sans appel de 5-1. Les gars de Bab El Oued n'ont pas perdu beaucoup de temps et sont parvenus à marquer dans le premier quart de la rencontre sans rentrer dans le round d'observation. Ainsi, à la 7<sup>e</sup> minute, Abdelmoumène Djabou, d'un tir

bien placé, ouvre le score avant que Abdelhak Abdelhafid ne double la mise à la 13<sup>e</sup>, suite à une belle passe de Belkacem Brahimi. On pensait que le match était plié, surtout en tenant compte du résultat avantageux du match aller (1-1), mais cela n'a pas empêché les ardeurs des Mouloudéens pour autant, puisqu'ils ont continué à jouer l'attaque à outrance, avec la ferme intention de marquer d'autres buts. Une décision qui s'est cependant avérée néfaste pour le «Doyen», car en prenant autant de risques, il a laissé de grands espaces. Ce qui a permis à Fehintola de réduire le score pour les Buffles d'une belle tête, sur

corner, à la 19<sup>e</sup> minute de jeu, semant par la même occasion une certaine forme de doute parmi les rangs algérois. Néanmoins, après cette chaude alerte, les pouillains de Neghiz se sont très bien ressaisis en 2<sup>e</sup> mi-temps, marquant trois buts par Abdelhak Abdelhafid (71'), Sami Frioui (82') et Abderrahmane Bourdim (90'+3), grâce auxquels ils ont définitivement tué le match. Au match aller, le Mouloudia a obtenu le match nul à Porto-Novo (1-1). Lors du prochain tour, le MCA sera opposé à la formation tunisienne du CS Sfaxien, qui a facilement éliminé le FC Mlandege du Zanzibar (aller : 5-0, retour : 3-1). M. M.

Ligue 1 (4<sup>e</sup> journée)

## La JSK, l'OM, le RCR et l'ASAM s'illustrent

QUATRE CLUBS (JSK, OM, RCR et ASAM) se sont particulièrement illustrés lors de la 4<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 de football, étalée sur trois jours, de jeudi à samedi, et caractérisée par la lourde défaite de l'USM Alger sur son terrain. La JS Kabylie et l'Olympique Médéa sont les principaux héros de cette journée prolifique en buts (21), pour l'avoir emporté à l'extérieur devant respectivement l'ASO Chlef (2-0) et l'USM Alger (3-1).

La JSK, version Bouzidi, s'est refait une santé en obtenant son premier succès de la saison, mettant ainsi fin à une série de mauvais résultats (deux nuls et une défaite) et préparant de la meilleure des façons son match de Coupe de la Confédération, mardi à Niamey, devant l'US Gendarmerie (Niger). La grosse surprise de la journée est venue du stade Omar-Hamadi où l'USM Alger, qui enregistre le retour de son entraîneur Thierry Froger, est tombée lourdement devant Médéa (3-1). Si l'OM signe son premier succès après deux défaites et un nul, grâce notamment à un doublé de Khalfallah, les «Usmistes», par contre, conti-

nent de manger leur pain noir, restant à l'avant-dernière place avec seulement 2 points au compteur. L'autre club euphorique de la journée est l'AS Ain M'ilia qui s'est imposée facilement devant le promu JSM Skikda (3-0) sur des buts de Mammeri (11', 87') et Djaabout (17'). Une victoire qui la propulse à la 2<sup>e</sup> place avec 8 unités, en compagnie de la JS Saoura. Cette dernière a attendu la 2<sup>e</sup> période pour venir à bout de l'USM Bel-Abbès (2-0) sur un doublé de Messaoudi (50', 87'). Les gars du sud-ouest algérien restent fidèles à leur tradition à chaque début de saison en jouant les premiers rôles. Pour l'USMBA (20<sup>e</sup> - 1 point), les années semblent se suivre et se ressembler. Le derby algérois de samedi est revenu sans surprise au champion d'Algérie en titre, le CR Belouizdad, devant son voisin du NA Hussein-Dey (2-0). Les camarades de Bouchar ont inscrit leurs buts sur penalty, respectivement par Belahouel (45'+4) et Souibaa (87'), ce qui leur permet de se positionner à la 4<sup>e</sup> place en compagnie du MC Alger (7 pts), avec un match en moins pour les deux clubs algérois. En

revanche, «Ennasria» (14<sup>e</sup>) est toujours en quête de sa 1<sup>re</sup> victoire après trois nuls de rang. De leur côté, l'US Biskra et le Paradou AC se sont séparés sur un score de parité (1-1). Les locaux ont ouvert le score par Heriat (52'), alors que les «Pacistes» ont rétabli l'équilibre par le buteur-maison Ben Bouali (82') qui signe à cette occasion son 3<sup>e</sup> but de la saison. En dépit de ce nul, les gars des «Ziban» réalisent un bon début de saison en se plaçant au 6<sup>e</sup> rang, alors que le PAC continue de collectionner les nuls (4 en 4 matches). Vendredi, le MC Oran et le RC Relizane ont signé leur première victoire de la saison, respectivement devant le WA Tlemcen (2-1) à domicile et le CA Bordj Bou Arréridj (1-0) sur le terrain de ce dernier. Cette journée a débuté jeudi avec la 3<sup>e</sup> victoire de la saison du leader ES Sétif, dont la première à domicile. Cette victoire est bonne pour le moral des hommes de Nabil Kouki avant leur déplacement à N'djamena pour y affronter le club tchadien de Renaissance FC, mercredi prochain en Coupe de la Confédération. R. S.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Village Tahelkets (Tichy)

## Des citoyens réclament l'amélioration de leurs conditions de vie

DES HABITANTS du village Tahelkets ont fermé hier matin le siège de l'APC de Tichy, en vue d'exprimer leur colère face à l'attente qui se fait très longue par rapport à leurs revendications mises en avant depuis huit mois. Ils exigent la réalisation d'un stade de proximité en faveur des jeunes du village qui ne disposent d'aucun espace pour la pratique sportive et le loisir.

Le siège de la mairie a été rouvert quelques heures plus tard, suite aux négociations qui ont eu lieu entre les autorités locales et les représentants du village qui regrettent que les engagements pris antérieurement ne se soient pas concrétisés. Pour rappel, le siège de l'APC avait été fermé trois jours de suite en février dernier par les habitants qui revendiquaient alors l'amélioration de leurs conditions de vie, dont l'«alimentation de l'approvisionnement en eau potable, la réalisation d'un réseau d'assainissement des eaux usées, l'aménagement des voies de circulation du village

dont la principale piste constitue un danger aux usagers après la pose d'une conduit de gaz de ville, l'aménagement de la fontaine ainsi que le stade du village». A Aboudaou, commune de Tala Hamza, des instituteurs et travailleurs de l'école primaire du village sont entrés en grève hier afin de revendiquer leur droit d'occuper les quatre logements de fonction de l'établissement, s'interrogeant sur le motif qui a retardé l'application la décision de justice liée à cette affaire. Les protestataires réclament l'exécution de cette décision portant libération des logements d'astreinte occupés depuis 1993 par des fonctionnaires (directeur et enseignants) de l'Education en retraite, après les affectations de ces logements alors semi-finis. L'action de protestation du personnel de l'établissement a été soutenue par les parents d'élèves qui exigent, quant à eux, une solution rapide au problème afin de ne pas perturber la scolarité de leurs enfants. **H. Cherfa**

Covid-19

## 25 000 Algériens encore bloqués à l'étranger

LE MINISTRE de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, a fait savoir que le nombre des Algériens bloqués à l'étranger et souhaitant regagner le pays «augmente de jour en jour», atteignant actuellement «25 000 personnes». «Le nombre d'Algériens souhaitant regagner le pays augmente de jour en jour atteignant actuellement 25 000 personnes», a fait savoir M. Beldjoud qui répondait aux préoccupations des membres de la Commission des finances et du budget de l'APN.

«La compagnie aérienne nationale Air Algérie déploie de grands efforts pour mener à bien l'opération, en dépit des difficultés rencontrées, notamment avec la fermeture de l'espace aérien dans plusieurs pays, ce

qui requiert l'obtention d'autorisations exceptionnelles», a-t-il expliqué.

Air Algérie a programmé 24 vols pour rapatrier les ressortissants algériens bloqués à l'étranger et des voyageurs souhaitant rentrer pour des motifs exceptionnels.

Ce programme concerne sept pays à travers le monde et est prévu durant la période allant du 4 au 19 décembre 2020.

Pour ce faire, Air Algérie a fixé cinq conditions, à savoir être détenteur d'un passeport algérien, être inscrit auprès des représentations consulaires algériennes à l'étranger et avoir un billet Air Algérie confirmé sur les vols de rapatriement.

**Maya H.**

Tizi Ouzou

## 10 milliards de dinars au profit de 402 zones d'ombre dans 48 communes

LA WILAYA de Tizi Ouzou compte 402 zones d'ombre en attente de nouvelles opérations visant à améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Il s'agit essentiellement des insuffisances en matière de raccordement aux réseaux d'assainissement, d'eau potable et de gaz que connaissent les populations de ces régions réparties sur pas moins de 48 des 67 communes de la wilaya de Tizi Ouzou. Le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djamaa, qui s'exprimait hier sur les ondes de la radio locale à l'occasion du fil rouge consacré à cette question, a indiqué que pas moins de 1 077 opérations de

développement socio-économique ont été inscrites au profit des ces localités pour un montant de 10 milliards de dinars à l'horizon 2024. Pour l'année 2020, les autorités de la wilaya ont réceptionné 70 projets sur 105 lancés. Le chef de l'exécutif a précisé qu'il s'agit d'opérations liées à l'alimentation en eau potable, la réfection des routes, la mise à niveau des structures de santé, l'assainissement, le raccordement au réseau de gaz naturel. Mahmoud Djamaa a assuré que le financement de ces projets est disponible et ne pose aucun problème. **Hamid M.**

## Le couscous a réussi à unir les maghrébins



L'AMMIS  
Djalou@hotmail.com

Financement des chantiers et prise en charge des zones isolées

## Les walis appelés à être «ingénieux» pour couvrir les premiers besoins

«Faute d'une dotation spécifique pour le financement des actions à entreprendre au bénéfice des zones isolées, on attend des walis où ces zones ont été localisées, qu'ils soient assez ingénieux pour couvrir les premiers besoins et ce, en dégagant les moyens financiers indispensables pour y inaugurer les premiers chantiers», a indiqué, hier, le conseiller auprès du président de la République, chargé des zones d'ombre.

Par Thinhinene Khouchi

Confrontée à des retards aigus en matière de développement, la prise en charge de zones isolées de certaines régions d'Algérie est plus que nécessaire. S'exprimant sur ce sujet, le conseiller du président de la République, Brahim Merad, a indiqué, lors de son passage, hier, à la Radio nationale, que «l'Etat entend, désormais, s'intéresser de plus près aux zones d'ombre. Le président de la République veut absolument changer leur situation», rappelant que parmi les priorités fixées figure en bonne place l'idée d'y rétablir un équilibre, en y entamant une lutte «contre les disparités». De ces zones d'ombre, au nombre de 15 044, «isolées des centres de vie et démunies de toute infrastructure et commodités, comme l'eau, l'électricité, des centres de santé

et des écoles», Merad a signalé qu'elles regroupent, dans leur ensemble, quelque 8 millions d'habitants, dont les «manques», doivent être rattrapés le plus vite possible. L'intervenant a signalé que des tentatives destinées à sortir ces zones des difficiles situations auxquelles elles ont toujours été confrontées n'ont pas porté leurs fruits, parce que «les programmes qui leur étaient destinés à l'origine, avaient été détournés vers d'autres régions toutes autant déshéritées des Hauts-Plateaux, de l'extrême Sud ou bien situées à proximité de massifs forestiers, dans le nord de l'Algérie». En s'intéressant à ces zones déshéritées et aux multiples difficultés qui sont les leurs depuis des décennies, l'idée, précise Merad, tend à y fixer les populations qui y sont installées et qui, à la longue, ont fini par accepter leurs dures conditions d'existence. Le programme projeté à l'intention de ces dernières vise, entre autres, à aménager des voies routières, à y installer le gaz et l'électricité, des centres de santé, mais également à créer, à l'intention des enfants, des centres de scolarité dotés de cantines. Evoquant les mécanismes de financement des projets de développement au profit des zones d'ombre, Brahim Merad a révélé que «le problème reste le financement des actions à entreprendre au bénéfice de ces zones, l'ensemble des programmes de développement inscrits dans la loi de finances complémentaire de 2020 ayant déjà été pourvus». Donc, faute d'une

dotation spécifique, l'invité a déclaré «attendre des walis, où ces zones ont été localisées, qu'ils soient assez ingénieux pour couvrir les premiers besoins, en dégagant les moyens financiers indispensables pour y inaugurer les premiers chantiers». Il a précisé que «c'est aux walis de trouver les fonds nécessaires pour financer des opérations contribuant à améliorer le cadre de vie des populations dans ces zones qui ont été marginalisées et laissées pour compte». «Le président de la République a responsabilisé les walis à agir. Ils doivent absolument faire en sorte que des malfaçons, des déficits, des manques soient vite recouverts et que ces zones soient d'un niveau tel que le citoyen qui y vit considère enfin qu'on lui a donné de l'importance», a-t-il ajouté. Pour cela, l'invité a fait part de la possibilité de tirer profit des financements pouvant être prélevés sur les programmes de restructuration communaux de développement et de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, des opérations, précisément, qui dans une première phase ont déjà permis de financer 12 831 projets au profit de ces zones d'ombre. Enfin, il est à rappeler que le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, avait fait état de «la programmation d'une rencontre gouvernement-walis consacrée au bilan sur les zones d'ombre, dont la date sera fixée ultérieurement par le président de la République», indique un communiqué de l'Assemblée. **T. K.**